

L'essentiel

► Egypte : la mise en œuvre de l'Assurance Santé Universelle s'accélère

Après une phase pilote lancée en juillet 2019 dans le gouvernorat de Port-Saïd, la mise en œuvre du système d'assurance santé universelle (ASU) s'est étendue cette semaine aux gouvernorats d'Ismailia (1,4 M d'habitants), Louxor (1,3 M) et Sud-Sinaï (100 k). Le Président de la République a annoncé à cette occasion que l'extension du programme à l'ensemble du pays devait être réalisée d'ici 2027. Elle se poursuivra par les gouvernorats d'Assouan (1,6 M) et de Suez (800 000) en mai et juin 2021, et s'achèvera par les gouvernorats les plus peuplés, Le Caire (10 M) et Giza (9 M). Pour l'année fiscale 2020/2021, 6 Mds USD sont alloués dans le budget de l'Etat aux dépenses de santé (5,5% des dépenses totales), en hausse de 28% en g.a. mais encore loin du seuil constitutionnel des 3% du PIB (seulement 1,4% actuellement). Selon les derniers chiffres de la Banque mondiale (2017), 60,1% des dépenses annuelles de santé des Egyptiens (106 \$ per capita selon l'OMS) restaient à leur charge.

► Chine : Poursuite de la hausse des prix immobiliers, notamment dans les principales villes

En janvier, le prix des logements anciens dans les principales villes chinoises (Pékin, Shanghai, Shenzhen et Canton) continuent de croître fortement (+ 9,6% après +8,6% en décembre). La progression est moins forte dans les 31 villes de rang 2, où les prix des logements anciens augmentent de 2,5% en janvier, et ralentit dans les 35 villes de rang 3, à 1,5%. Le nombre de villes signalant une hausse des prix sur le mois progresse également (49 sur 70 en janvier, contre 38 en décembre). Les taux hypothécaires immobiliers ont augmenté pour la première fois depuis 13 mois en février, le gouvernement poursuivant ses efforts pour réduire les prêts au secteur immobilier afin d'éviter les risques du système financier. En février le taux d'intérêt moyen sur les prêts aux nouveaux propriétaires a augmenté de 4 points de base par rapport au mois précédent pour s'établir à 5,26% (contre 5,51% en janvier 2020), tandis que le taux hypothécaire moyen sur les résidences secondaires a augmenté de 3 points de base à 5,56% (contre 5,82% en janvier 2020). Ces hausses de taux interviennent après que la PBOC et la CBIRC ont publié le 31 décembre 2020 de nouvelles règles destinées à plafonner les prêts bancaires au secteur immobilier par rapport aux encours de crédit.

► Afrique du Sud : Un taux de chômage record au T4 2020 (32,5%)

Au quatrième trimestre 2020, le taux de chômage en Afrique du Sud a atteint son plus haut niveau historique, à 32,5%, d'après StatsSA. Depuis le début de la crise (T2 2020), près de 1,4 M d'emplois ont été détruits : 780 000 dans l'économie formelle (-7%) et 400 000 dans la sphère informelle (-14%). Si la crise a eu un effet désastreux sur le marché du travail (récession de 8% en 2020 d'après les estimations du FMI), le niveau de chômage était déjà très élevé en 2019 (29%). Depuis 2010, la faiblesse et les caractéristiques de la croissance n'ont pas permis de créer suffisamment d'emplois pour absorber les nouvelles entrées massives sur le marché du travail. De plus, la demande des entreprises pour les travailleurs qualifiés s'est accrue au détriment des non-qualifiés, creusant un peu plus les inégalités. Enfin, il est à souligner que la méthodologie de calcul utilisée par StatsSA a reversé de nombreuses personnes ayant perdu leur emploi pendant la crise dans la catégorie « inactif », au prétexte que la plupart de ces personnes ne sont pas en mesure de chercher du travail compte tenu des restrictions sanitaires mises en place. En faisant l'hypothèse que l'ensemble des personnes ayant perdu leur emploi font toujours partie de la population active, le taux de chômage atteindrait plus de 36%.

► Inde : L'économie indienne sort de récession au T4 2020 avec une croissance de 0,4% en g.a.

En Inde, le PIB a augmenté de 0,4 % en g.a. au quatrième trimestre (oct-déc 2020), ce qui représente une nette amélioration par rapport à la contraction de 7,3 % révisée au T3 (-7,5% avant révision). Selon les données officielles, les dépenses des ménages ont augmenté de 18,1 % par rapport au trimestre précédent, en s'appuyant sur le rebond de 20,1 % enregistré au troisième trimestre. Cela n'a néanmoins pas suffi à ramener la consommation au niveau de l'année précédente, la chute s'étant simplement atténuée en glissement annuel, passant de -11,3 % au T3 à -2,4 % au T4. Malgré une augmentation trimestrielle plus faible de l'investissement, ce dernier a néanmoins vu son taux en glissement annuel repasser au-dessus de zéro pour la première fois en quatre trimestres, à 2,6 %. Les dépenses publiques ont fortement rebondi sur le trimestre, ne permettant néanmoins pas de retrouver une croissance positive en g.a. (-1,1%). De plus, la contribution positive des exportations nettes à la croissance du PIB a disparu, les exportations ayant perdu une partie des progrès réalisés au T3, tandis que le rattrapage des importations s'est poursuivi (+13% sur le trimestre après +33% au T3). Cela pourrait conduire à une récession plus faible qu'anticipé en 2021 et un rebond très dynamique en 2021, alors que plusieurs instituts anticipent déjà une croissance à deux chiffres (13,7% pour Moody's contre +11,5 pour le FMI)

Les marchés émergents ont enregistré une baisse cette semaine. Les marchés actions sont en baisse en moyenne cette semaine, en particulier en Asie et en Amérique latine. Les devises émergentes ont connu en moyenne une dépréciation cette semaine, en particulier la livre turque. Enfin, Les spreads des titres de dette souveraine ont enregistré des performances dispersées ; l'écartement le plus important cette semaine a été celui du spread tunisien.

L'indice **boursier MSCI composite marchés émergents (en dollars)** a enregistré des pertes cette semaine (-2,9 %), après être resté stable la semaine dernière (0,2 %). Certaines régions ont enregistré une tendance baissière plus importante, telles que **l'Amérique latine** (-5 %, après -1,1 % la semaine dernière) ou **l'Asie** (-3,1 %, après -0,1 %). En Amérique latine, c'est l'indice boursier **brésilien** qui a enregistré les pertes les plus importantes (-7 %). Le président Jair Bolsonaro a pris les investisseurs au dépourvu en destituant Roberto Castello Branco, ayant passé seulement deux ans à la tête de la compagnie pétrolière nationale Petrobras. Cette nouvelle a été interprétée par les investisseurs comme le signe d'un regain d'interventionnisme et l'action du groupe a chuté de 20%. Interpellé par les routiers sur les hausses successives des prix des combustibles, le président a souhaité rassurer cette partie de la population acquise à sa cause. En Asie, l'indice boursier **chinois** a perdu 6,2 % cette semaine dans un mouvement d'aversion au risque, la chute hebdomadaire la plus importante depuis six mois, après avoir atteint des niveaux record. Ce recul signale qu'alors que la Chine poursuit sa rapide reprise économique après la crise de la Covid-19, le soutien aux prix des actifs pourrait commencer à diminuer.

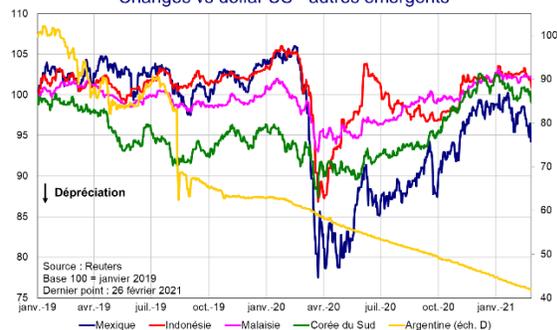
Les **grandes devises émergentes** se sont en moyenne dépréciées face au dollar US cette semaine. La **livre turque** s'est particulièrement dépréciée, de -5,4 % cette semaine, après être restée stable la semaine dernière. L'inflation galopante, l'inaction du gouvernement et le déclin du sentiment des consommateurs explique cette dépréciation importante. Le coût des denrées alimentaires a augmenté de 18,1 % depuis le début de l'année, selon l'Institut statistique turc et 1/5^e de la population vit maintenant en-dessous du seuil de pauvreté d'après la Banque Mondiale. Alors que l'inflation est à 16%, le président Erdogan continue à faire des annonces en faveur des taux bas, ainsi que le nouveau ministre des finances.

S'agissant des **titres de dette souveraine**, les **spreads** ont enregistré des performances dispersées cette semaine. L'écartement le plus important a été enregistré sur le **spread tunisien** (+73 pdb après +16 pdb la semaine dernière). Des manifestations ont eu lieu dans tout le pays. Les protestations et la dureté des mesures de sécurité ont coïncidé avec le dixième anniversaire de la révolution du jasmin, qui a augmenté les tensions et le risque d'escalade. Par ailleurs, cette semaine, l'agence de notation Moody's a réduit la notation de la dette souveraine, avec des perspectives négatives, ainsi que cinq grandes banques tunisiennes. Selon l'agence, cette réduction de la notation : "reflète l'affaiblissement de la gouvernance face à la montée des tensions sociales qui entravent de plus en plus la marge de manœuvre du gouvernement pour mettre en œuvre l'ajustement budgétaire et les réformes du secteur public qui permettraient de stabiliser et, à terme, d'inverser une augmentation marquée du poids de sa dette".

Changes vs dollar US - principaux émergents



Changes vs dollar US - autres émergents



Marchés boursiers émergents (MSCI)



Spreads principaux émergents

